La République du Centre, 10 novembre 2015

LA RÉPUBLIQUE DU CENTRE. MARDI 10 NOVEMBRE 2015 3

Loiret ➔ Le fait du jour

J'apprends à nager

Parmi les aides dans les quartiers, le ministre évoque les stages gratuits de natation pour les élèves avant la 6e. L'Etat a multiplié les moyens par trois. Savoir lire, écrire, compter et… nager.

Un chiffre

400 emplois d'éducateurs sportifs ont été financés au sein des clubs en quartier prioritaire pour le plan « Citoyens du sport » (2,7 millions en 2015).

Bouchées doubles

En 2015, 6,7 millions supplémentaires ont été alloués aux besoins des associations sportives et des publics éloignés de la pratique sportive. L'effort sera porté à 13 M€ en 2016 en France.

SPORTS ■ Thierry Braillard a signé des conventions bénéficiant à des jeunes de l'agglomération orléanaise

Un secrétaire d'État actif sur le terrain

Le sport est un vecteur de lien social. Thierry Braillard l'a redit, hier, à Orléans, en signant des conventions au profit de quelques Loirétains.

Philippe Bonnard
philippe.bonnard@centrefrance.com

Un vrai tour de France pour le secrétaire d'État aux Sports ! Oui, Thierry Braillard aura traversé une quarantaine de départements, en quelques semaines, pour concrétiser le plan « Citoyens du sport ».

Après un passage à Blois (Loir-et-Cher), hier après-midi, il se met sur le grand braquet pour une halte d'une heure dans le quartier d'Orléans-La Source. Aux portes de l'association Escale, il est notamment accueilli par François Bonneau, Jean-Pierre Sueur et Michel Jau, respectivement président de région, sénateur du Loiret et préfet. Soufiane Sankhon représentait le maire d'Orléans.

« Le sport est un vecteur de lien social »

Une fois les présentations faites par Patrick Doumadieu, directeur départemental de la cohésion sociale, celui qui a le rang de ministre juge le sport comme étant « un vecteur de lien social ». Thierry Braillard rappelle qu'au lendemain des attentats parisiens de janvier, « on s'est rendu compte que les efforts dans certains quartiers n'étaient pas suffisants. Des jeunes se mettent à l'écart. Sortis du système scolaire, le sport est une contrainte dont ils ont besoin. Pour leur plaisir, pour une émancipation de soi-même. On a alors constaté que nombre de clubs souffraient, que les bénévoles étaient de moins en moins présents. D'où la volonté de les professionnaliser ». Voilà le sens du dispositif « Citoyens du sport ». Favoriser l'éducation des plus jeunes et contribuer à la mixité sociale. Le ministre a donc signé quatre conventions en ce sens avec l'association souvienne Escale (multisports), le club Eco CIF (athlétisme) du quartier de La Source, le CLTO hockey sur gazon du quartier orléanais L'Argonne, et le CJF Natation de Fleury-les-Aubrais.

Plein d'enthousiasme, le jeune Romain, « citoyen du sport » en poste depuis un mois pour l'Eco CIF, égrène divers projets, dont « Urban Athlé », en juin prochain. « Comme un stade itinérant qui permettrait aux élèves des écoles orléanaises de La Source et des Blossières de découvrir l'athlétisme ».

ORLEANS. Le président de l'association Escale, l'élu local Soufiane Sankhon, le sénateur Jean-Pierre Sueur (de g. à d.) et le président de région, François Bonneau (à l'arrière-plan), en présence du ministre et des jeunes. PHOTO LA RÉPUBLIQUE

Face à dix volontaires en service civique

Le ministre reprend la main pour évoquer « 15.000 missions de service civique proposées dans le sport, entre 2015 et 2017 ». Et Thierry Braillard joue franc jeu : « Ceci n'est pas un emploi. On ne recrute pas un "service civique", on l'accueille. Huit mois pour lui mettre le pied à l'étrier. Dans une association, une collectivité locale. Une vraie passerelle qui peut déboucher ensuite sur un diplôme, un emploi ».

Patrick Doumadieu rappelle que « depuis 2010, le Loiret a compté plus de 590 volontaires en service civique. Actuellement, ils sont une bonne centaine. Et parmi eux, 31 relèvent du champ sportif ». Marc Debarbat, président de la Ligue du Centre-Val de Loire (foot) en a recruté six dans ses rangs. « Et la Ligue en a recruté un ! », souligne-t-il. L'association Escale, le CLTO Badminton mais aussi le club de foot de Saint-Jean-le-Blanc, ont recours à ces volontaires. Au terme d'un bref échange et pour clore sa visite orléanaise, le ministre a officiellement remis leur diplôme à Abdallah, Bruno, Diana, Mahmoud, Joël, Quentin, Jory, Kendal, Tom et Cassandra. ■

QUESTION À

Vous vantez les mérites du sport. Sextape et récents scandales à la FIFA et à la fédération d'athlétisme font désordre, non ?

THIERRY BRAILLARD
Secrétaire d'Etat aux Sports

Ne mélangeons pas tout. Le sextape est une affaire de droit commun. Personne n'en aurait perdu 10 sur 4 optimal pas d'un footballeur.

Quant au reste, il y a une procédure judiciaire et n'attendez donc pas de commentaires de ma part. Des sanctions seront prises. Pour ce qui est de la lutte antidopage, plus on sera ferme, mieux ça vaudra. Ce que je peux dire, néanmoins, c'est que je suis très satisfait que Sébastian Coe, le nouveau président de la fédération internationale d'athlétisme (IAAF), ait désigné Bernard Amsalem, président de la fédération française d'athlétisme (FFA), pour s'occuper, au sein de cette fédération internationale, des questions d'éthique et de lutte antidopage.

Bernard Amsalem, c'est le combat de ce sur ! On peut penser que la fédération internationale bénéficiera pleinement de son action.

CJF natation : « Le coup de pouce qui nous a aidés à franchir le pas »

Exemple concret. Le trésorière du Cercle Jules-Ferry (CJF) natation à Fleury-les-Aubrais évoque l'intérêt du dispositif « Citoyens du sport » sans pour autant en taire quelques points noirs.

Un mois chrono. 15 août-15 septembre. C'est le très (trop ?) court délai dans lequel Carole Cangredon a dû constituer le dossier lié au recrutement d'une éducatrice sportive. À embaucher en CDI impérativement avant le 31 décembre !

« Nous comptons 300 licenciés dans nos différentes sections. Au-delà de nos entraîneurs bénévoles et d'Aurélie, éducatrice sportive salariée depuis deux ans, nous avions besoin d'un autre salarié. Cela pour proposer de plus larges créneaux horaires au profit des cours d'aquagym, mais aussi encadrer de jeunes ados qui veulent nager sans pour autant faire de la compétition », explique la trésorière.

Au vu des contraintes financières, le club ne pouvait alors qu'embaucher un poste à mi-temps, « pas question d'augmenter les cotisations indéfiniment ». Mais avec pareil profil de (demi) poste, aucun candidat ne s'était manifesté…

CJF. Amateurs et compétiteurs se côtoient. PHOTO ZIGY/MEO

« Boule de neige »

L'offre « Citoyens du sport » a constitué « le coup de pouce qui nous a aidés à franchir le pas », conclut la responsable. Par le jeu de petites annonces à Pôle Emploi, à la fédération, etc., le recrutement de Phyllycia, 21 ans, a pris forme. La jeune femme, jusque-là salariée à la piscine « L'Ilot » à Olivet, est embauchée depuis le 24 octobre. Le dispositif offre 18.000 euros par an sur trois ans, « ce qui assure un Smic net », entend le ministre. Charge à la structure sportive, au-delà des trois ans, de pérenniser le poste !

Au bord des bassins du complexe fleurysois des Jacobins, Phyllycia renforce donc l'action d'Aurélie. « Les effets bénéfiques de semblable renfort vont faire boule de neige. Nos bénévoles n'avaient pas le temps d'assurer la formation des jeunes qui se destinent à encadrer bénévolement, à leur tour, les jeunes nageurs », explique la trésorière qui reste tout aussi sereine que vigilante pour l'avenir. « On n'est à l'abri de rien mais notre bonne gestion devrait permettre de pérenniser ce nouvel emploi. Cela même si notre club, comme toutes les associations sportives et culturelles de Fleury, a été invité à faire un effort. Ce qui s'est traduit, cette année, par une baisse de 20 % de l'aide municipale, soit 8.000 euros. Ce qui n'est pas rien ». ■

Phoca PDF